



Président : Jacques Delors

10AF

A la recherche du «miracle»...

Dans son discours prononcé lundi 5 janvier 2004 à l'Académie des sciences morales et politiques¹, Jacques Delors appelle les Européens à créer une nouvelle dynamique commune, à retrouver « une conjonction favorable des esprits et des événements » qui, en d'autres temps, aboutit aux "miracles" des traités de Rome et de Maastricht. Nous publions les extraits de cette allocution retranscrits par *Le Figaro*².

«Je vous sou mets trois enseignements à tirer du passé en ayant déjà un regard sur le futur. Premièrement, la Communauté européenne ne pouvait que s'élargir si l'on veut bien accepter en permanence la confrontation de son idéal avec les exigences de l'Histoire. Deuxièmement, la question de la méthode et donc des institutions – mais pas simplement des institutions – a toujours été au coeur de la problématique européenne. Troisièmement, certains historiens ont parlé de «miracle» à propos des moments décisifs de la construction européenne. Si l'on accepte cette formule audacieuse, d'où peut venir aujourd'hui le miracle ? (...)

Il y a un point sur lequel, en ce moment, nous reculons et les gouvernements s'exaspèrent : c'est ce qu'on appelle d'un mot que le général de Gaulle aurait pu inscrire dans son volapük, la «différenciation». Il s'agit de la possibilité pour certains pays d'aller plus vite ou d'aller autrement que les autres (...). Aujourd'hui, quand on en parle, les uns mentionnent l'avant-garde, d'autres les coopérations renforcées, autrement dit – pardonnez-moi – les minces possibilités offertes par les traités d'Amsterdam et de Nice (...). Or la différenciation a toujours existé et c'est elle qui a permis à l'Europe d'avancer (...).

Donc, c'est une mauvaise querelle qui est en train de s'engager. A cause, d'un côté, de l'intransigeance des nouveaux candidats qui disent ne pas vouloir de l'avant-garde ou trouvent scandaleuse l'idée de l'Europe à deux vitesses, appuyés en cela par la Grande-Bretagne. Et, de l'autre, à cause des menaces implicites de l'Allemagne et de la France, notamment, qui leur rétorquent : *«Attention, si vous continuez comme ça, nous allons faire une avant-garde !»*

Transformer ainsi ce qui est un problème de fond, vital pour l'avenir de l'Europe, en querelle tactique du moment, c'est dégrader et même condamner des idées qui ont permis à l'Europe d'avancer. L'affaire est d'autant plus importante que, pour aller au bout de ma pensée, je ne crois pas que l'Europe des Vingt-Cinq – je l'appellerai par commodité la «Grande Europe» – puisse réaliser tous les objectifs du traité de Maastricht dans les vingt ans qui viennent (...).

L'UE comptera bientôt vingt-sept membres (*avec la Bulgarie et la Roumanie, NDLR*) et même plus, grâce à Dieu, pourvu que les pays de l'ex-Yougoslavie arrivent à s'adapter politiquement, démocratiquement et économiquement à la donne européenne. Si, en 2020-2025, ces pays ont consolidé la paix entre eux – ce qui signifie la compréhension mutuelle entre les peuples et le règlement des nombreux problèmes de minorités –, s'ils ont fait de l'Union européenne un cadre pour un développement durable et solidaire offrant une solution partielle aux questions soulevées par la mondialisation, et si, enfin, ils ont brillamment entretenu leurs diversités culturelles, je pense que les historiens diront que l'Europe a réussi son pari.

Quant à l'Union économique et monétaire, à la politique étrangère, à la politique de la défense, laissons ça à ceux qui peuvent et veulent le faire. Je devrais même changer les termes. Je devrais dire qui veulent le faire et qui peuvent le faire. Même si défendre une idée comme celle-là, aujourd'hui, dans le climat d'exacerbation qui règne entre les chefs d'État, c'est être suspecté d'arrière-pensées et de vouloir une Europe à deux vitesses (...).

Alors faut-il attendre un nouveau «miracle» ? J'emprunte cette formule à un diplomate belge qui l'avait utilisée en

mai 1958 lors d'une réunion à Venise des ministres des Affaires étrangères. Un travail préalable avait été accompli par un groupe dirigé par M. Spaak. Et – miracle ! – ils étaient arrivés en deux heures à se mettre d'accord et à préparer les voies pour l'établissement du traité de Rome (...). On peut parler d'un autre miracle à Maastricht (...). Les Européens, devant la tragédie yougoslave, étaient cruellement divisés et ils ont pensé qu'il fallait au moins que vis-à-vis du monde et d'eux-mêmes ils trouvent un sujet d'entente (...). Il y a toujours eu dans l'histoire de l'Europe la pression des faits (...). Or, depuis Maastricht, les Européens n'ont pas trouvé ou n'ont pas su créer une conjonction aussi favorable des esprits et des événements (...). Pas de miracle à attendre quand s'opposent des conceptions intransigeantes liées à une certaine conception de la nation d'un côté, et à un intégrisme fédéraliste de l'autre (...).

La chute du communisme n'a pas inspiré les Etats membres autant que l'Histoire le demandait (...). Et, plus tard, les divergences sur l'Irak n'ont fait que confirmer ce que l'on savait depuis longtemps : nos pays sont divisés sur la politique étrangère. Pour certains d'entre eux, la nostalgie est toujours ce qu'elle était (...). Face à cette situation, est-ce que la capacité d'indignation des Européens est toujours la même ?

Je vous citerai ici un point de vue exprimé par Paul Henri Spaak lorsque, après avoir fait beaucoup pour l'Europe, il a démissionné de la présidence du Conseil de l'Europe, en décembre 1950. Ses propos devraient nous inspirer : *«Nous sommes impassibles comme si l'Histoire attendait, comme si nous avions le temps de transformer nos mentalités, de supprimer nos barrières douanières, d'abandonner nos égoïsmes nationaux, comme si nous avions l'éternité devant nous.»* Ce thème, il faut le reprendre aujourd'hui. Pour essayer de secouer la satisfaction des uns, l'indifférence des autres.

D'où naîtra donc le nouveau miracle ? (...). Il naîtra de la volonté de l'Europe de survivre comme un ensemble géopolitique et économique susceptible de maîtriser la mondialisation et, comme dans son acte de naissance, de faire reculer, au nom de l'idéal de paix, la guerre, l'intolérance et le mépris de l'autre...

En conclusion, je voudrais d'abord plaider pour préserver la méthode, et donc le moteur de l'Union. Je m'adresse là aux petits inventeurs de génie de nouveaux Meccano, de nouvelles institutions, de nouvelles instances, de nouveaux présidents... Il faut trouver un mécanisme permettant de préparer les décisions, de les prendre, de les appliquer et de les expliquer avec une participation plus importante des Parlements nationaux, ce qui devrait être possible puisque la Convention l'a proposé.

Ensuite, il ne faut ne pas attendre une nouvelle agression de l'Histoire qui nous pousserait à nous unir pour mieux agir. Quel drame devrait-il arriver à l'Europe, quel signal pourrait-il être saisi par quelques chefs d'État clairvoyants pour nous permettre de nous ressaisir, de sortir de cette ambiance morose, de ces petits jeux à court terme qui ravissent nos diplomates, ceux du Quai d'Orsay comme les autres ?

Mais, surtout, (...) il faut retrouver le trésor des fondateurs. Ce trésor tient en quelques mots : une vision de l'avenir, une foi en l'Europe et en son héritage aussi divers fût-il, ce qui veut dire qu'on respecte le passé et qu'on le rappelle dans les traités. Le coeur qui vous rapproche de l'autre et, enfin, le réalisme dans la mise en oeuvre progressive de ce qui demeure qu'on le veuille ou non la grande aventure de l'Europe contemporaine.»

¹ Site de l'Académie des sciences morales et politiques

² L'article du *Figaro*